

En discutant cette semaine à la Chambre de la façon dont l'accord constitutionnel sauvera le Canada, tâchons de ne pas oublier ce que nous pourrions perdre en tant que Canadiens.

Les analystes et les politiques ont consacré beaucoup de temps à élaborer un accord constitutionnel et ont négligé, pendant ce temps, de s'occuper de la deuxième partie du programme conservateur, c'est-à-dire les questions économiques.

L'accord de libre-échange nord-américain entraînera encore plus de pertes d'emplois et ruinera la situation de milliers de travailleurs canadiens. La réaction des conservateurs au désastre provoqué par l'Accord de libre-échange avec les États-Unis a été d'étendre les difficultés aux gens que le premier accord avait épargnés.

Je demande à la Chambre de se joindre à moi pour remercier les femmes et les hommes qui, par leur travail, ont contribué à faire de notre pays un endroit merveilleux qu'il vaut la peine de sauver et pour dire non merci à l'ALÉNA.

* * *

L'UNITÉ CANADIENNE

M. J. W. Bud Bird (Fredericton—York—Sunbury): Monsieur le Président, dans les jours et les semaines qui viennent, les représentants élus de tous les ordres de gouvernement seront appelés à mener le débat historique que suscitera le référendum désormais imminent qui, je crois, entraînera le renouvellement durable de l'unité canadienne.

• (1410)

Aucun ordre de gouvernement ne jouera un rôle plus important au cours de la campagne référendaire que les municipalités urbaines et rurales du Canada, la quasi-totalité des municipalités canadiennes où les politiciens sont plus près des gens que la plupart des représentants fédéraux ou provinciaux le seront jamais vraiment.

Il est donc essentiel que les dirigeants municipaux participent pleinement au présent défi référendaire. Les maires et les échevins des diverses municipalités canadiennes ont la responsabilité énorme et l'occasion d'influencer le choix que les Canadiens feront pour l'avenir de leur pays.

Je dois dire que je suis très heureux et très fier que les dirigeants des quatre municipalités de ma circonscription, soit les villes de Fredericton et d'Oromocto ainsi que les villages de New Maryland et de Stanley, aient proclamé publiquement, vendredi dernier, leur appui unanime à l'unité canadienne et leur engagement à répondre «oui» à la question constitutionnelle qui sera posée aux Canadiens le 26 octobre.

Article 31 du Règlement

LES DROGUES ILLICITES

M. Jesse Flis (Parkdale—High Park): Monsieur le Président, le 23 août dernier, deux jeunes hommes ont été trouvés morts dans une maison de rapport de Parkdale—High Park; ils avaient succombé à une surdose d'héroïne. En trois jours, six personnes sont mortes d'une surdose d'héroïne dans le Grand Toronto, peut-être victimes d'une guerre entre les revendeurs de drogues.

Selon une émission télévisée spéciale sur l'abus des drogues et les problèmes de trafic de stupéfiants à Vancouver, la police et les politiciens ont moins de contrôle sur leurs collectivités que les criminels. On n'a qu'à penser à la prostitution qui se fait au grand jour. Les parents sont inquiets, car leurs enfants, qui jouent dans les parcs et dans les cours d'école, sont exposés à des seringues et des condoms.

Je félicite les habitants de Parkdale qui reprennent en main leur collectivité. Or, les services juridiques communautaires de Parkdale menacent maintenant de prendre des mesures pour protéger les prostituées en forçant les habitants à ne plus patrouiller les rues.

Cela suffit. Le système judiciaire actuel va utiliser l'argent des contribuables afin de protéger des prostituées qui ne versent pas d'impôts. Le harcèlement relatif aux drogues et à la prostitution a atteint les proportions d'une crise nationale. J'exhorte le gouvernement à renforcer nos lois afin de rendre nos rues et nos collectivités aussi sûres qu'avant.

* * *

LE RÉFÉRENDUM NATIONAL

M. Peter L. McCreath (South Shore): Monsieur le Président, je voudrais féliciter tous ceux dont la contribution a permis de conclure l'accord de Charlottetown qui, à mon avis, est équitable pour les Canadiens et pour le Canada.

Comme la plupart de mes compatriotes, j'attends avec impatience le moment de voter «oui» au référendum et de mettre un point final au dialogue constitutionnel. La participation des Néo-Écossais au processus de la conférence des premiers ministres n'a pas fait l'objet d'une grande publicité, mais en tant que Néo-Écossais je suis fier du rôle de premier plan que le premier ministre Cameron et ses deux collègues de l'opposition ont joué pour relever ces défis difficiles d'une manière remarquable.

Mais les défis constitutionnels ne sont pas la principale préoccupation des Néo-Écossais, ni, je le pense, celle des autres Canadiens. Nous nous inquiétons de la relance de l'économie qui reste lente et de la confiance des consommateurs qui tarde à se rétablir. Bien que nous soyons manifestement sur la voie de la reprise économique, une grande incertitude continue de régner, et les consomma-